



Conférence donnée lors de la session 1998 des Semaines sociales de France, « Démocratiser la république, représentation et participation du citoyen »

Les valeurs de référence dans l'exercice de la démocratie

PAUL VALADIER

Nous savons tous combien nos démocraties sont fragiles, et travaillées par des éléments de corruption qui peuvent signer leur arrêt de mort. L'une des façons d'enrayer ces vices consiste à se placer au niveau des institutions pour analyser les dysfonctionnements et pour y porter remède. Telle fut en somme la perspective de la précédente journée. Une autre consiste à s'interroger sur les assises de la démocratie elle-même : est-elle seulement un ensemble d'institutions dont il faut sans cesse revoir la marche et la cohérence avec les attentes des citoyens ? ou est-elle aussi un ensemble de références morales, philosophiques, voire métaphysiques sans lesquelles les révisions institutionnelles seraient vaines ? Sans nullement minimiser l'importance de la première approche, c'est la seconde que je vais aborder. N'y a-t-il pas une façon éminente d'animer la démocratie, voire de la sauver en démontrant à quel point elle repose sur la grandeur de valeurs qui sont entre les mains des citoyens, valeurs qu'ils peuvent rendre vivantes ou laisser dépérir ? D'où la conviction qui porte ces quelques réflexions : tout renouveau de la démocratie passe par une revalorisation des valeurs mêmes de la démocratie. Car la démocratie n'est pas un produit naturel, spontané, elle est une culture et elle la présuppose, elle va donc de pair avec une certaine conception de la vie commune, c'est-à-dire avec des rapports humains structurés d'une manière élaborée au long d'une histoire et par une éducation laborieuse à certaines valeurs. Bref elle suppose à la fois une morale et elle implique une philosophie de l'homme (ou de la raison).

Il convient de montrer d'abord quelles valeurs de référence font en quelque sorte système, puis de se demander quel rapport elles entretiennent avec une sagesse chrétienne, enfin souligner à quel point un discours en termes de valeurs révèle la fragilité du terrain sur lequel on avance. En tant que culture, la démocratie porte avec elle ses faiblesses, ses contradictions et peut-être même les germes de sa propre mise en cause.

Valeurs de référence

Il m'a semblé que la voie la plus simple pour fonder la thèse que je veux défendre consiste à montrer que, comme tout système de valeurs, celui de la démocratie se constitue dans une opposition à un mal qu'il refuse et qu'il tente par conséquent de repousser. Car il n'est d'affirmation d'un bien que dans le refus d'un intolérable qu'on ne veut absolument pas. Les démocraties modernes sont nées d'un refus : celui de l'arbitraire, du pouvoir despotique, de la dépendance envers les caprices ou les volontés obscures des puissances en place. Il y a bien en effet à la racine de la démocratie, sinon une sorte d'anarchie (au sens étymologique de refus d'un principe hiérarchisant), du moins une méfiance envers le pouvoir de l'homme sur l'homme, une tentative de le limiter le plus possible, et peut-être même de rêver de son ultime suppression. À cet égard, il est possible qu'à leur insu nos démocraties acquiescent à un propos célèbre de saint Augustin, lorsque, méditant sur le récit de la création tel qu'il le lit dans le chapitre

premier de la Genèse, l'auteur de la Cité de Dieu remarque que, si Dieu donne à l'homme pouvoir sur toutes choses (plantes diverses, animaux du ciel et de la terre), il ne lui donne pourtant pas pouvoir de domination sur l'autre homme. « L'être raisonnable fait à son image, il (Dieu) ne veut pas qu'il domine sur d'autres que sur les êtres irraisonnables ; il ne veut pas que l'homme domine sur l'homme, mais l'homme sur la bête » (livre XIX, ch. xv, Éd. du Seuil, tome III, p. 125). La subordination de l'homme à l'homme est donc contraire à la volonté divine. Magnifique formule qui pourrait justifier un anarchisme chrétien (s'en est-on assez avisé dans la théologie politique traditionnelle ?), formule qui pourrait bien être aussi à la racine philosophique de toute démocratie. Certes, nous savons qu'une telle subordination de l'homme à l'homme existe, qu'elle est même inévitable en toute société, mais il semble que le vœu de la démocratie consiste à la limiter, la contrôler, la réduire le plus possible, à « balancer » ce ou ces pouvoirs, pour parler comme Montesquieu, de façon à éviter les emballements et les excès. Cette méfiance de l'arbitraire dont tout pouvoir est virtuellement porteur va de pair avec une volonté positive de le contrôler soit par des mécanismes institutionnelles divers et équilibrés, soit par le désir explicite que les citoyens puissent juger par eux-mêmes de l'exercice de ce ou de ces pouvoirs. Il s'agit donc d'exiger du ou des pouvoirs qu'ils rendent compte de leurs actes, et qu'ils en rendent compte finalement à l'appréciation des citoyens, à leur jugement, par exemple à leurs suffrages. Et voilà qui implique bel et bien toute une philosophie de l'homme et de la raison : si le pouvoir (ou plutôt les hommes qui sont au pouvoir) ne peut pas être crédité d'en savoir plus que les autres, d'être à même de dicter de haut les décisions bonnes, d'avoir le privilège de trouver en lui-même ou par sa position « au-dessus » de la société un droit à connaître et à décider souverainement, s'il doit rendre compte de ses actes, c'est que la raison ne lui appartient pas à lui seul, c'est qu'elle est également partagée par tous (par « le peuple »), en tout cas que celui-ci n'est pas plus mal placé qu'un autre pour apprécier ses légitimes intérêts et ses justes attentes. Tel est le présupposé philosophique de toute démocratie. Et c'est sur la base de ce présupposé qui, comme tout présupposé, peut être mis en cause, contesté, refusé, que l'on peut déduire les valeurs de référence de ce système politique. Et je vais en retenir cinq, énoncées dans un désordre qui n'est sans doute qu'apparent...

- 1) Il découle presque à l'évidence de ce qui précède que, si la démocratie se caractérise par un refus de la « servitude volontaire », selon le mot de La Boétie, c'est qu'elle s'enracine sur une volonté ou un désir de liberté. Non point liberté comme « absence d'obstacles » au désir (Hobbes), mais comme désir de contrôler le pouvoir qui sera exercé sur soi ou sur la société. En prolongeant la méditation augustinienne, on pourrait dire que la liberté démocratique se trouve exaucée lorsqu'elle peut adhérer raisonnablement à une décision raisonnable, lorsqu'elle est à même d'obéir en connaissance de cause, donc en éliminant une subordination insupportable à la contrainte pure ou nue : non à l'arbitraire ou au caprice, mais oui à une décision réfléchie que le citoyen peut reconnaître comme fondée (relativement fondée, ou justifiée étant donné la situation, etc.), donc à laquelle il pourra accorder son assentiment réfléchi. Et sans doute retrouvons-nous là la célèbre formule de Rousseau selon laquelle le citoyen ne devrait obéir qu'à lui-même en obéissant à la loi. Il ne s'agit pas, notons-le, d'éliminer l'obéissance, pas plus que de paralyser le pouvoir (encore que ces tendances indiquent des pentes fatales à toute démocratie), il ne s'agit pas non plus d'une liberté individuelle anarchique, mais plutôt d'une obéissance en connaissance de cause, donc de l'exercice d'une liberté responsable. Ainsi l'appel à une telle liberté, à la possibilité de son exercice, à sa vigilance, constitue bel et bien une valeur essentielle à l'exercice de toute démocratie.
- 2) L'allusion à Rousseau et à la loi indique aussi une autre valeur fondamentale. Car l'une des prétentions de la démocratie consiste en effet à limiter la subordination individuelle à l'autre homme au profit d'une subordination à l'impersonnalité de la loi. Si l'esclavage est la dépendance envers la volonté nue d'un maître, la

démocratie s'en distingue parce que le citoyen n'obéit à personne en particulier, mais à la loi, et la loi vaut également pour tous. Pour tous, car cela suppose aussi que les pouvoirs soient soumis à la loi et aient à rendre compte devant elle de leur gestion, par conséquent qu'il soit possible de faire appel de toute décision estimée injuste devant le système de droit. Cette exigence n'est autre que celle de la justice, et par là une des valeurs essentielles tient dans la volonté de rendre justice à chacun ; ainsi, même si la démocratie comme système politique ne se prononce pas sur l'organisation économique ou la répartition des biens et des services, elle suppose en réalité que l'exigence de justice soit honorée, faute de quoi elle serait en contradiction avec elle-même par rapport à l'un de ses fondements essentiels. On pourrait discuter ici pour savoir si cette référence à la justice se conjugue à partir de quelques principes simples concernant la structure de base de la société, selon la ligne de pensée de John Rawls, ou s'il faut plutôt respecter des « sphères de justice », selon la formule de Michaël Walzer, en sorte que l'exigence de justice devrait se plier aux univers particuliers qu'elle informe. On pourrait alors parler d'équité, puisqu'il s'agirait de respecter les domaines dans leur spécificité pour que la justice soit concrète et effective au plus près des attentes des citoyens. De ce débat, il peut suffire de retenir ici qu'il n'est pas de démocratie sans appui sur la valeur de justice, car cette référence est au principe d'un travail de la société sur elle-même pour régler en permanence les revendications des citoyens quand ceux-ci estiment que de nouvelles formes d'oppression ou de subordination illégitimes et insupportables apparaissent. Valeur essentielle encore parce qu'elle conduit à comprendre qu'une démocratie qui n'aurait pas un juste souci de tous, qui ne se préoccuperait pas de rallier à soi l'assentiment de tous en construisant une société juste (fraternelle !), ne parviendrait pas à convaincre les citoyens que cette société est la leur et qu'il leur revient d'en être les membres actifs, donc ne les persuaderait pas qu'elle est une démocratie...

- 3) La référence conjuguée à une liberté responsable de tous et de chacun, autant que la référence à la justice à rendre, et notamment à ceux qui subissent oppression ou injustice, convergent vers une autre valeur ou la présupposent, valeur sans doute la plus essentielle de toutes. Si le respect de la dignité du citoyen implique la reconnaissance en lui d'une liberté responsable, c'est qu'elle implique la reconnaissance d'une personne raisonnable ou potentiellement telle. À l'opposé des systèmes aristocratiques et même de la démocratie grecque qui admettent tous plus ou moins que certains, par leur statut social ou par leur aptitude à la parole libre, peuvent et doivent commander aux autres, la démocratie, je l'ai dit plus haut, soutient cette prétention selon laquelle, si l'on peut faire appel à la raison de chacun, c'est que chacun a valeur et dignité. Qu'on appelle cette référence valeur de la personne humaine, dignité intrinsèque de l'homme et de tout homme, devoir de le respecter non seulement comme un moyen mais toujours aussi comme une fin (Kant), volonté de constituer une république où tous seraient reconnus dans leur unicité de même qu'ils reconnaîtraient les autres (point sur lequel Kant et Hegel s'accorderaient), tout cela montre encore à quel point la démocratie repose sur une morale du respect de la personne et sur une métaphysique qui fait de l'homme raisonnable la clé de voûte et la référence obligée du système. L'idée de « droits de l'homme » met en musique, si j'ose dire, cette référence à la dignité de la personne et du citoyen, en énonçant quelques exigences fondamentales liées à cette reconnaissance, laquelle resterait abstraite si elle ne passait pas concrètement par le droit à l'expression libre de sa pensée, à la liberté religieuse, à la présomption d'innocence, à la protection de sa vie, de ses biens, à la garantie d'un travail, etc. Y aurait-il démocratie dès lors que cette référence essentielle serait bafouée, ignorée, tournée en ridicule, et réciproquement le respect de cette référence n'est-il pas la condition pour la vitalité et la santé d'une démocratie ?

- 4) Si le respect de la dignité de la personne, de sa liberté responsable et de la justice à lui rendre en tout domaine est une référence cardinale, on comprend alors que la démocratie implique une manière de résoudre les conflits et les tensions sociales qui tentera d'écartier le plus possible l'usage de la violence, de la séduction, de la tromperie, de la manœuvre qui écrase ou terrorise. Autrement dit, la démocratie ne va pas sans une forte dose de non-violence. Plutôt que de dresser les uns contre les autres ou d'écraser l'adversaire, la voie démocratique cherche mille et un moyens de laisser s'exprimer les revendications, ce que Machiavel appelait les « humeurs d'une société » ; et pour ce faire elle s'ingénie à mettre en place une pluralité de canaux permettant l'expression publique de ces humeurs : existence des partis, de syndicats ou de clubs de pensée, presse pluraliste, acceptation de la manifestation des désaccords, y compris par la grève, en tout cas par des expressions publiques fortes, etc. Elle cherche à les laisser s'exprimer pour tenter, au sein de ce concert de protestations et de réclamations qui constitue le surprenant théâtre quotidien de la vie démocratique, de trouver un chemin de solution et de parvenir à des accords satisfaisants. Autrement dit encore, à la lutte ou à la violence physique, la démocratie privilégie le débat, la discussion, l'échange d'arguments, ce qui est aussi une façon de faire prévaloir la raison sur la passion, ou plutôt de chercher à travers l'expression des passions ou des indignations ce qui peut encore faire tenir ensemble ceux-là mêmes qui s'opposent. C'est ce qui permet au philosophe Éric Weil d'affirmer : « La démocratie entretient un rapport essentiel avec la vérité et la raison. Elle présuppose... qu'individus et groupes aient des opinions différentes et des intérêts divergents, mais qu'il existe toujours une voie pour résoudre les conflits si toutes les parties en cause (a) déclarent ouvertement ce qu'elles visent et ce qu'elles veulent, (b) se soumettent à l'obligation de ne proposer que des solutions de portée universelle. » Utopie sans doute à bien des égards, mais elle entraîne à parier plutôt sur le débat raisonnable que sur la violence, sur la confrontation d'arguments plutôt que sur l'échange de coups ou de pavés. Par là encore une forme de non-violence constitue bien une valeur de référence. Et cette recherche de non-violence imposera toujours aussi que les « vainqueurs », qui ne sont jamais que des vainqueurs relatifs et temporaires (ainsi dans une élection) aient le souci de respecter la minorité, et non pas de jouer à ceux qui incarneraient seuls la raison, le bon droit ou la justice. Ils devront donc aussi tenir compte des frustrations de l'opposition et continuer à tendre l'oreille à ses revendications.
- 5) C'est bien pourquoi l'exercice de la démocratie passe par la recherche du compromis. Vais-je choquer si j'affirme que le compromis est une valeur démocratique éminente, justement en ce qu'elle est liée à une volonté de non-violence et à la recherche permanente du bien ou de la justice, alors qu'on sait qu'aucune solution, aucune loi, aucune disposition administrative, si heureuses soient-elles, ne seront pleinement justes ou pleinement satisfaisantes ? Le compromis est en effet lié à une modestie de la raison démocratique, osons le mot : à un sain relativisme qui s'oppose à toute tyrannie d'une vérité supposée connue ou détenue par certains. Certes il est des compromis qui sont des compromissions, des lâchetés, des fuites devant les sacrifices nécessaires, des alibis pour les responsables incapables de prendre les mesures amères qui s'imposeraient. Mais ces fléchissements ne doivent pas compromettre la recherche du compromis, et ils le doivent d'autant moins que tel est bien le régime ordinaire et nécessaire de la vie démocratique, lié à sa philosophie. Éric Weil encore défend avec force l'idée selon laquelle toute démocratie suppose une philosophie précise de la vérité. Il écrivait : « Personne, proclame la démocratie, ne possède la totalité de la vérité, et personne n'est absolument "objectif" (ou ne pense d'une manière totalement "universelle") ; il y a de la vérité, et elle est le résultat de cette confrontation non violente d'idées et d'intérêts que l'on appelle une discussion. Personne n'est entièrement "raisonnable", mais il y a une différence significative entre raison et violence, entre hommes et groupes qui

veulent convaincre, et hommes et groupes qui pensent que la victoire justifie la violence » (Essais et Conférences, t. II, Plon, 1971, p. 356). Le relativisme dont on accuse souvent la démocratie n'est pas un refus de la vérité, mais il a partie liée avec la perception que toute vérité pratique est le fruit de débats et de confrontations entre points de vue opposés, tout autant que tentative de parvenir à des accords qui ne seront que provisoires, précaires, susceptibles d'être remis en cause, soumis à révision. Et cela encore implique bien une conception non dogmatique de la vérité, mais une conception fort précise et fort honorable. Il s'agit moins alors de croire que la décision prise ou le compromis atteint répondent à la vérité absolue, mais d'admettre qu'ils cernent au plus près ou au moins mal le bien qui nous est accessible ici et maintenant.

Ces valeurs de référence essentielles à l'exercice de la démocratie ne présupposent pas un total accord sur les fins entre les citoyens, elles sont certes liées à un régime de la raison et à un sens de la dignité de l'homme, mais elles ne disent rien sur le destin ultime de l'humanité, elles ne se prononcent pas sur le sens de l'histoire, de la souffrance ou de la mort, elles se taisent sur les réalités ultimes. En ce sens, elles sont, du moins me semble-t-il, compatibles avec une société philosophiquement et religieusement pluraliste, et cela coupe court à un argument fort des partisans de la thèse de la démocratie purement procédurale souvent évoquée aujourd'hui. Ces valeurs relèvent en fait de ce que Rawls appelle « le consensus par recoupement », elles constituent ce sur quoi l'ensemble des citoyens peut s'accorder pour constituer une société bien équilibrée, étant sauvées par ailleurs les différences ou les divergences provenant des conceptions dites compréhensives, constituées par les systèmes de pensée ou les religions. Elles fournissent un ensemble de références sur lesquelles, avec des accents différents et sans doute aussi avec des désaccords, nos contemporains peuvent s'accorder et qui constituent le présupposé de nos systèmes politiques. Elles constituent la base de ce que Jacques Maritain appelait, d'une expression sans doute trop forte et trop « religieuse », le credo démocratique, ou plus sobrement « les points de convergences pratiques » constitutifs de la « charte démocratique » (L'homme et l'État, ch. v, in œuvres complètes, volume IX, p. 607 et s., Éd. Saint-Paul, 1990).

Cela établi, plusieurs questions se posent alors. Des chrétiens peuvent-ils adhérer sans réticence à ces valeurs ? Doivent-ils les contester au nom d'une conception de la vérité révélée ou de l'absolu qui, semble-t-il, écarte tout compromis et bannit toute forme de relativisme ? Doivent-ils alors simplement s'en accommoder faute de mieux ? À l'inverse, peuvent-ils aller jusqu'à prétendre que de telles valeurs sont incompréhensibles hors de l'influence chrétienne, et donc s'autoriser à constater, selon la phrase de Maritain, que « la démocratie est liée au christianisme », et même que « la poussée démocratique a surgi dans l'histoire humaine comme une manifestation temporelle de l'inspiration évangélique » (Christianisme et démocratie, DDB, 1989, p. 44, texte de 1942) ? Mais, seconde interrogation, si, comme je l'ai indiqué, ces valeurs ne sont pas « naturelles », ne vont pas de soi, ont partie liée à une culture, et si donc elles présupposent une éducation, ces valeurs n'étant donc point intemporelles, ne sont-elles pas soumises à dégénérescence et à corruption ? Et si elles sont à ce point liées à la démocratie, ne doit-on pas redouter qu'en définitive la démocratie ne soit qu'un système extrêmement fragile, soumis à la corruption du temps et aux fléchissements des mœurs, donc que ces valeurs qui en font la force en constituent aussi le maillon faible si elles devaient s'affaïsser ou disparaître ? Loin d'être la fin de l'histoire ou l'aboutissement définitif et assuré de l'évolution humaine, ne faudrait-il pas alors admettre que la démocratie n'est peut-être qu'un équilibre rare, une merveille fragile, une conjonction, stupéfiante mais fondamentalement menacée, de valeurs si improbables qu'elles portent en elles leur propre mort ? Voilà les deux points sur lesquels je voudrais faire simplement quelques suggestions, faute de les traiter au fond.

Démocratie et christianisme

En ce qui concerne le christianisme, je ne voudrais pas m'engager trop longuement dans la question de savoir si le christianisme est la source de nos valeurs démocratiques ou l'une de ses sources. Car ce débat en revendication de paternité est infini et sans doute insoluble. Néanmoins je vais faire à ce sujet deux remarques (trop) rapides. Il serait pour le moins étrange, disons même proprement incroyable (et telle est ma première remarque) que l'évangélisation des esprits en Europe sur deux millénaires n'ait pas provoqué des transformations de mentalités et de conception des choses qui peu à peu ont pu engendrer quelque chose comme un ethos démocratique. Serait-il « récupérateur » d'affirmer que, si notre tradition intellectuelle est marquée par la Grèce (Athènes) pour ne rien dire de Rome, elle ne l'est pas moins par la Bible (Jérusalem) ? Or, de la Grèce comme de la Bible, nous héritons, selon Éric Weil encore, d'une tradition de pensée vivante et inconfortable, source de nos démocraties en raison même de son esprit critique : « Depuis que les philosophes grecs et les prophètes juifs, écrit-il, ont demandé ce qu'était la justice, et non pas ce qui découlait des usages de leur temps, notre tradition n'a jamais plus été capable et ne le sera jamais plus, si elle doit se maintenir dans sa véritable valeur et non pas seulement dans sa force matérielle, de dire avec bonne conscience : "Ceci est bon parce que c'est notre manière à nous" ; elle a toujours dit et ne cessera pas de dire : "Où est le bien, que nous puissions le servir ?" Notre tradition est la tradition qui met sans cesse en question sa propre validité, qui à chaque moment de son destin historique a eu à décider et continuera d'avoir à décider ce que nous devons faire pour nous rapprocher de la vérité, de la justice, de la sagesse. C'est la tradition qui ne se satisfait pas de la tradition» (Essais et conférences, t. II, ch. « Tradition et traditionalisme », p. 20-21). Ainsi sommes-nous les héritiers de cette interrogation fondamentale qui n'est point relativiste, contrairement à une vue superficielle, car c'est en son nom que nos systèmes politiques sont engagés dans une insatisfaction permanente à l'égard d'eux-mêmes, dans une constante critique de leurs réalisations, dans le sens aigu qu'aucune de nos institutions ou de nos tentatives de justice ne réalise le bien ultime et ne correspond à la vérité totale. C'est par un sens élevé du bien et de la vérité que nous nous interrogeons en permanence : avons-nous assez fait pour la justice, n'avons-nous pas négligé les sans-voix, n'avons-nous pas bafoué le droit, avons-nous su écouter les minorités, sommes-nous sûrs de savoir à quoi nous engage la recherche du bien ? Autant de questions qui trouvent leur source non dans le relativisme, car c'est le faux absolutisme de la vérité qui les éteint en croyant naïvement à une adéquation souhaitable entre droit particulier et morale, entre réalisations historiques et vérité transcendante, mais dans les questions brûlantes des prophètes d'Israël ou dans le séisme que provoque la parole de Jésus par rapport à tout pharisaïsme des satisfaits. Questions qui ne trouvent pas, ne peuvent pas trouver, ne doivent pas trouver leurs réponses définitives, irréformables, à jamais closes, mais qui doivent tarauder nos consciences en permanence. N'est-ce pas là la valeur même des valeurs démocratiques, celle qui tient à cette tradition sans cesse inquiète d'elle-même, et donc constamment inventive de ses formes, remettant sans cesse sur le chantier ses réalisations qu'elle sait toujours relatives ? Comment des chrétiens porteurs de cette tradition religieuse, et portés par elle, ne se retrouveraient-ils pas dans sa transcription politique ?

En ce sens, et telle est ma seconde remarque, nos systèmes démocratiques de valeurs sont bien les héritiers du message chrétien sur un autre point fondamental. La Grèce a certes connu la démocratie, au moins à certaines époques, mais ce fut une démocratie pour les seuls hommes libres, pour les quelques-uns capables de parole, non pour la masse. Or nous oublions trop de nous étonner que nos démocraties modernes revendiquent la participation politique pour tous et pour chacun, ou qu'elles présupposent que la chose politique appartient à tous, que quiconque peut et doit en juger. Prétention extraordinaire, folle même à bien des égards, qui ne va nullement de soi et qui, pour être acceptée comme « jouable », suppose une inculcation culturelle et religieuse remarquable concernant la valeur de tout homme. Comment ne pas voir ici la trace de

l'universalisme chrétien dans les théories des droits de l'homme ? Tout homme a valeur et dignité, pas seulement celui qui peut déployer de beaux discours dialectiques sur l'agora ; qui plus est non seulement tout homme, mais le plus pauvre, le plus faible, le plus abandonné par la société, celui-là même que le discours logique semble avoir déserté ! Tout homme a dignité, y compris l'abandonné sur le bord de la route, parce que le Christ lui-même, image du Dieu invisible, fut aussi l'abandonné et le crucifié à la porte de la cité. Comment lui être fidèle sans retrouver ici et maintenant l'inquiétude de le crucifier à nouveau dans sa vivante image qu'est l'homme quel que soit son âge, son sexe, sa race, ses aptitudes, sa religion ? On comprend alors pourquoi, dans Les deux sources de la morale et de la religion, Henri Bergson a pu affirmer que dans la devise républicaine « la fraternité est l'essentiel » et qu'il ait pu ajouter audacieusement « la démocratie est d'essence évangélique »...

Mais je laisse de côté la question contestée de l'héritage chrétien de la démocratie, car le jugement de Bergson me conduit à poser le problème du rapport du christianisme à la démocratie en des termes qui me semblent les seuls pertinents. Oui ou non pouvons-nous, si nous sommes chrétiens, nous reconnaître dans les valeurs énoncées plus haut ? Pouvons-nous adhérer à cet ensemble sans rien renier de ce que nous sommes, sans pour autant prétendre qu'elles seraient notre propriété et que nous aurions en quelque sorte un droit exclusif sur elles ? J'avancerai une réponse en deux temps : d'une part nos convictions chrétiennes nous mettent de plain-pied avec cet ensemble, et donc nous pouvons y adhérer sans réticence aucune, nous retrouvant en quelque sorte dans une demeure familière ; d'autre part nos convictions nous porteront à exercer un jugement critique sur l'exercice et sur la compréhension de ces valeurs, en quoi d'ailleurs nous nous montrerons d'excellents démocrates, s'il est vrai qu'un citoyen démocrate est par nature vigilant et critique de son propre système, puisqu'en effet la raison démocratique est en quête permanente de la vérité, de la justice et du bien.

Faut-il souligner au crayon rouge les remarquables complicités convictions chrétiennes et valeurs démocratiques ? Il faudrait reprendre point par point l'analyse proposée pour en démontrer la connivence. Je veux simplement souligner à quel point la foi chrétienne peut constituer pour nous la matrice actuelle où peuvent se ressourcer de telles valeurs, et à partir de laquelle nous pouvons les interpréter et les assumer correctement dans l'aujourd'hui de l'histoire, et non dans la nostalgie d'une origine passée ou d'une ascendance problématique, car c'est maintenant que la foi chrétienne fait sens pour nous, c'est donc maintenant encore que l'Évangile nous propose une sagesse vigilante à l'égard des valeurs « mondaines ».

Deux points peuvent retenir l'attention. Toute démocratie suppose une philosophie du pouvoir selon laquelle celui-ci ne s'exerce pas d'en haut et en imposant ses vues à une masse subordonnée, mais en se subordonnant au service et à l'écoute de ceux qu'il est censé servir. Comment ne pas retrouver là un enseignement essentiel des Évangiles, pour lequel ceux qui seront les chefs doivent apprendre à servir, donc à se mettre à l'écoute de la communauté ? Que l'enseignement de Jésus valable d'abord pour la communauté des disciples ne soit pas immédiatement transposable à la société politique, certes, mais comment ne pas voir aussi que le système démocratique s'ingénie à institutionnaliser un type de pouvoir où c'est le peuple en définitive qui exige d'être servi, plutôt que mis au service des puissants ? Certes encore, que cette proposition soit plus un idéal qu'une réalité effective, comment le nier ? et pourtant comment nier aussi que cet idéal reste la visée même de l'exercice des pouvoirs en démocratie ? Qui peut donner aujourd'hui encore sa force de conviction à cette philosophie du pouvoir, contre toutes les tentations de la trahir, de la tourner ou d'en changer ? Qui la défendra contre les doutes ou contre les pratiques cyniques qui en déforment l'exercice et le sens ? Qui rappellera la valeur et la force de cette philosophie du pouvoir ?

Mon second point consiste à noter combien le christianisme, contrairement à un préjugé tenace, fonde l'autonomie de la liberté en son exercice temporel et historique. Le

message de Jésus coupe court à toute imposition hétéronome d'une loi censée venir de Dieu et s'imposer à l'ensemble du corps social. Il rompt avec le système traditionnel d'un religieux hétéronome, et il substitue à cette hétéronomie la seule loi qui vaille aux yeux de Dieu, la « loi de charité », pour parler comme saint Paul, l'unité des commandements, au point que celui qui dit « Seigneur, Seigneur » et néglige son frère est sacrilège envers Dieu. Distinguant avec force le Royaume de Dieu et le royaume des hommes, le message évangélique libère la sphère politique de toute tentative de sacralisation et d'hétéronomie, il la rend entièrement à la liberté responsable des hommes, en ne leur imposant qu'une seule loi, celle de la charité, et donc d'abord celle de la justice à exercer et à mettre en place par les moyens et avec les ressources qui sont les leurs. S'il doit y avoir un « apport » ou s'il y a eu un « apport » du christianisme à la philosophie politique et notamment à la démocratie, c'est là qu'il faut la chercher. Remémorant la question de Dieu à Caïn, « qu'as-tu fait de ton frère ? », la foi chrétienne met chacun de nous, comme être humain et comme citoyen, devant cette question. Et elle renvoie chacun de nous à sa liberté responsable, à la discussion avec tous, à la recherche de la justice et du droit pour y répondre. Elle fonde l'autonomie de nos sociétés démocratiques et les prédispose à s'ordonner selon les valeurs qui les construisent hors des sentiers de la violence, du mépris de l'autre, de l'oubli de la solidarité humaine la plus vaste. Elle admet que la recherche de la vérité dans l'ordre social et politique s'opère selon les canons indiqués plus haut, et non par l'imposition d'une prétendue vérité absolue qui vaudrait toujours et partout, avant tout débat, toute recherche, et comme par déduction de principes fixés une fois pour toutes. La relativité de l'histoire est le lieu où nos libertés ont à décider, et c'est justement cette relativité qui appelle à la vigilance la plus grande (vertu éminemment évangélique, notons-le en passant), car dans nos décisions c'est en effet l'homme comme image de Dieu que nous risquons de bafouer et de nier, alors que nous devons l'honorer, puisqu'il est notre seul sacré.

Du même coup, les convictions chrétiennes mettent ceux et celles qui les habitent en mesure d'exercer leur jugement critique sur le cours de nos systèmes. Il faut même dire davantage : la foi chrétienne prédispose à la formation d'acteurs sociaux responsables, pas seulement des citoyens critiques (ce qui n'est certes pas négligeable), mais aussi des hommes et des femmes capables d'initiatives, de prises de responsabilité à tous les niveaux de la vie sociale. La critique authentique des affaissements de nos démocraties doit s'articuler sur la promotion des valeurs justement méconnues, donc en les faisant désirer là où elles sont bafouées. Des valeurs ne sont pas des entités trônant au-dessus des sociétés et produisant des fruits par elles-mêmes. Encore faut-il qu'elles soient assumées par des volontés qui les incarnent, se compromettent sur elles, s'engagent dans le respect d'autrui, dans le souci des plus démunis, mobilisent des énergies toujours tentées de se disperser ou de se décourager, bref par des volontés qui mettent en œuvre effectivement les valeurs de la démocratie et sans lesquelles celle-ci resterait lettre morte ou objet de belles dissertations pour discours électoraux. Voilà qui oblige à une vigilance permanente qui conduit à dénoncer les affaissements ou les aveuglements de nos sociétés, mais en même temps qui doit nous aventurer à proposer des solutions à l'assentiment de tous, car il faut toujours joindre conviction et responsabilité (pour évoquer Weber en le contestant au passage). Par là encore, et sans toujours s'en rendre compte, quand les Eglises éduquent leurs fidèles à vivre selon l'Évangile, les convainquent de la force et de la beauté du message chrétien, les ouvrent au sens d'autrui ou de la solidarité humaine la plus large, elles font bel et bien un travail éminemment politique, puisqu'elles forment des citoyens responsables et critiques en leur inculquant un ensemble de convictions sans lesquelles nos démocraties s'effondreraient. Mais, arrêtant ici ces considérations sur le christianisme, je souhaite dans une dernière partie en revenir aux valeurs démocratiques elles-mêmes et à leur très grande fragilité.

Faiblesse des valeurs démocratiques

Je suppose que beaucoup d'entre vous, en m'entendant, doivent se demander si je n'affiche pas un optimisme bien naïf, et donc dangereux, en exaltant ainsi les valeurs de la démocratie. Serais-je assez idéaliste pour ignorer qu'entre affirmation de valeurs et fidélité concrète à celles-ci il y a souvent (toujours ?) un abîme ? Qui plus est, par la convergence que je semble poser entre ces valeurs et l'investissement actuel des chrétiens à leur endroit, est-ce que je ne fais pas preuve d'un double aveuglement ? Ne serait-il pas temps d'exercer la vigilance dont j'ai dit plus haut qu'elle est une attitude éminemment évangélique ? En effet. Mais un auditeur attentif n'aura pas été dupe. Dès lors que l'on parle de «valeurs», comme il m'était proposé de le faire, on parle d'entités suprêmement friables, fragiles, sans cesse menacées de dégradation et même de disparition. Une valeur en effet n'est pas une chose qui serait là, donnée une fois pour toutes, acquise définitivement parce qu'on en aurait, individuellement ou socialement, reconnu la pertinence ou la beauté. Une valeur c'est aussi une visée, comme un idéal qu'on se donne mais qu'on ne réalise jamais pleinement. Penser en termes de valeurs, c'est nécessairement penser hors des comforts des théories objectivistes qui croient qu'une fois bien perçue l'objectivité du réel ou du bien ou de la vérité (ou leur prétendue objectivité) l'assise de l'action est alors assurée. Parler de valeurs, c'est se situer à un entrecroisement entre un principe (justice, vérité, beauté) et une volonté : il n'est de valeur que voulue et assumée par une liberté, donc par un sujet, et par un sujet forcément situé en un moment de l'histoire et de sa société. Dès lors qu'une valeur n'est plus voulue, plus comprise, plus assumée, dès lors qu'un sujet se détourne de cet univers de sens ou refuse d'y adhérer, le monde des valeurs se trouve atteint de décadence ou se voit menacé de mort. Comme en Bourse, une valeur peut perdre de sa valeur, voire même disparaître du marché, en tout cas se dévaluer. Or n'ai-je pas insisté sur le fait qu'un système démocratique n'est pas un fait de nature, mais qu'il découle d'une culture et la présuppose ? Il est donc le produit d'une éducation hautement élaborée, d'un travail des volontés sur elles-mêmes pour qu'elles soient persuadées de la grandeur des valeurs à elles proposées. Or il peut se faire en effet que les volontés se désagrègent, désespèrent de leurs valeurs, et donc que les plus belles références se dégradent et se pervertissent. Les valeurs démocratiques n'échappent pas à ce possible déclin, au risque d'être elles-mêmes dévaluées par ce que Nietzsche appelait le nihilisme. Faut-il faire ici un long tableau des vices de nos systèmes, et évoquer la corruption, les impuissances des pouvoirs à décider, la démagogie de trop d'acteurs politiques, la complaisance envers l'opinion, la manipulation de cette opinion par les mille et un moyens dont disposent nos sociétés de médias et de sondages ? Surtout comment ignorer le sentiment largement partagé selon lequel les citoyens n'ont plus la certitude de contrôler réellement les pouvoirs (base de toute démocratie), donc d'être les jouets plus que les acteurs de nos systèmes représentatifs ? Comment ne pas reconnaître que ces vices graves viennent compromettre le discours sur les valeurs démocratiques, et détourner les volontés de les vouloir, les faisant même apparaître comme de pseudo-valeurs ou comme des alibis, des masques idéalistes maquillant des pratiques tout à fait opposées ?

Il faut en convenir : un système démocratique est structurellement dégradable, exposé sans cesse à la dévalorisation. Car les valeurs qui le portent doivent être « entretenues », inculquées, désirées comme bonnes et souhaitables de préférence à l'abandon au destin ou à la fatigue devant l'engagement. Le goût de la justice et de la solidarité, le sens la dignité de la personne humaine, la volonté de contrôler les pouvoirs peuvent disparaître, et qui niera qu'en ce tragique XXe siècle en effet nombre de démocraties ont capitulé devant les contre-valeurs de la force, de la violence, de la démagogie ou devant les illusions des avènements radieux qui pouvaient dispenser temporairement (évidemment) des chemins malaisés de la démocratie ? C'est pourquoi les valeurs démocratiques doivent sans cesse être à nouveau voulues, et donc inculquées. Pas de démocratie sans démocrates convaincus des valeurs de la démocratie. Le pire vient quand « la volonté manque », pour citer encore Nietzsche. Et donc, du point de vue qui est le mien ici, l'éducation aux valeurs démocratiques, l'inculcation d'un goût pour ces références

fondamentales, sont essentielles. Il n'est d'ailleurs pas étrange que les grandes pensées philosophiques de la démocratie aient toutes insisté sur l'éducation, car rien n'est moins naturel, spontané à l'homme, conforme à ses tendances immédiates que de vouloir être libre (au sens défini plus haut) et de désirer respecter tout autre homme comme lui-même. Maritain disait d'ailleurs que, si la démocratie ne prétend pas corriger la nature et produire un homme nouveau, elle va cependant contre la nature. Je dirai plutôt qu'elle propose une culture de soi grâce à laquelle deviennent désirables, et donc objets de la volonté, les valeurs indiquées plus haut.

Or, j'y insiste, ces valeurs ne sont point éternelles : il faut à nouveau les vouloir dans le temps et dans les circonstances précises qui sont les nôtres. C'est aujourd'hui que nous avons à chercher, en fidélité aussi bien à Socrate qu'aux prophètes d'Israël ou à Jésus, par où passe la volonté de justice, de vérité et de bien. Il faut admettre que ce n'est pas en reproduisant les programmes de nos prédécesseurs ou en référence à une supposée valeur éternelle que nous le saurons, mais en cherchant ici et maintenant, et avec tous, donc dans le débat et la discussion, par où passent la justice envers les faibles, la solidarité humaine, le sens de la vie commune et l'ouverture à un avenir sensé pour tous. C'est par un renouveau du sens de ces valeurs que nous nous disposerons à inventer les institutions d'avenir, réellement porteuses de démocratie. Par là même les valeurs de la démocratie restent une provocation permanente à l'égard de la volonté des citoyens : aucune de celles que j'ai citées plus haut ne sont effectivement réalisées, de toutes et de chacune nous pourrions affirmer que nos systèmes les trahissent. Mais c'est bien pourquoi il nous revient de les vouloir à nouveau dans le contexte présent, et de chercher ensemble à quelles décisions concrètes elles nous conduisent en matière de justice sociale, de santé, d'éducation des jeunes, de solidarité internationale ou de contrôle de ceux qui nous gouvernent. Rawls prétend à juste titre que nos systèmes ne sont vivants que parce qu'ils s'efforcent sans cesse de susciter l'adhésion du plus grand nombre. Voici le défi des valeurs démocratiques : elles doivent être assez désirables pour que le grand nombre les veuille, malgré la conscience concomitante qu'elles seront toujours plus ou moins trahies, à distance de nous, et donc qu'il conviendra de les vouloir à nouveau, sans découragement ni nostalgie d'un système parfait, car telle est la finitude humaine que d'avoir à chercher la justice et la vérité dans le creuset du présent.

Et derechef je pose la question : qu'en est-il du chrétien dans ce contexte, et plus largement des Églises ? Paul Ricœur a maintes fois affirmé que nos démocraties ont besoin de convictions, donc d'hommes et de femmes convaincus d'un ensemble de valeurs fondamentales. Il déclarait même dans un entretien à L'Express, au cours de cet été (23/7/1998), que devant l'érosion de la légitimité de nos systèmes politiques et leurs difficultés, voire leur impuissance à la retrouver, les Églises devraient jouer un rôle de fondation symbolique de nos démocraties, non pas au sens où elles devraient influencer directement le pouvoir ou exercer sur lui une insupportable pression, mais en vue de contribuer à restructurer un imaginaire collectif dégradé. Si en effet il s'agit bien de fortifier des volontés, et d'abord de les structurer en leur faisant désirer le bien, la justice, la solidarité, nos Églises ne sont-elles pas fort bien placées pour donner un tel goût ? Elles auraient alors un rôle éminent de fondation du politique et de la démocratie non en prétendant dicter aux citoyens ou aux pouvoirs les termes de leurs actions, mais en agissant en amont : du côté de volontés ou de libertés à former pour qu'elles puissent vouloir les valeurs de la démocratie, plutôt que l'abandon à la fatalité. Ce faisant, ne seraient-elles pas, ne sont-elles pas quand elles le font, à la fois fidèles au message évangélique qui met l'homme devant la grandeur proprement divine de sa tâche humaine, et à la démocratie qui a besoin de citoyens, mobilisés, critiques, soucieux du bien de tous et conscients des enjeux de notre destinée commune ? Elles n'ont bien évidemment aucun monopole dans ce travail (faut-il y insister avec force ?), mais puisque les valeurs démocratiques ne sont point étrangères à l'héritage chrétien, les Églises, donc nous-mêmes ne devons avoir aucun complexe, et même savoir que la foi chrétienne peut nous éveiller à cette vigilance sans laquelle les valeurs démocratiques s'affaiblissent, se dégradent ou laissent la place à des contre-valeurs, celles de la violence,

de l'égoïsme débridé, de la quête éperdue de la richesse ou de la domination sans scrupule sur autrui. En ce sens encore la démocratie est une œuvre quotidienne et permanente. Et plus nous serons conscients des menaces qui affectent les valeurs démocratiques, plus nous devons nous ingénier à leur insuffler un souffle nouveau. Et pour un chrétien, qui ignore que le souffle a à voir avec l'Esprit ?

DÉBAT

Questions : *Jusqu'où peut aller la recherche du compromis pour un chrétien ? Peut-il transiger sur les valeurs fondamentales ? Les minorités, si elles peuvent subir la violence, peuvent-elles aussi l'imposer par l'action ? Pensez-vous qu'elles soient alors un péril pour la démocratie ? Quelle place faites-vous à la coercition légitime ?*

Paul Valadier : Il est difficile de répondre à la question « jusqu'où ? » de manière abstraite. C'est devant des questions concrètes que l'on peut en décider. La pratique du compromis doit permettre de mettre au jour une solution satisfaisante pour la grande majorité. C'est cela qui compte dans une démocratie. Mais cette solution viable laissera toujours beaucoup de personnes insatisfaites. Le régime de démocratie n'est pas le régime de la perfection, mais celui qui accepte de reconnaître ses propres imperfections. Ainsi, si l'on constate que les lois ne donnent pas satisfaction - René Rémond a parlé de lois programmées pour un temps donné -, on pourra les amender. Cela dit, il ne peut y avoir de compromis sur les valeurs ultimes : la dignité de la personne, la recherche du bien commun ou de la justice. Les législations votent des dispositions concrètes qui, si elles tentent de s'inspirer de ces valeurs, ne peuvent garantir que l'application sera toujours idéale. En ce sens, il faut prendre garde que le droit garde toujours une certaine distance avec la morale. Il ne peut en être autrement. Les groupes minoritaires peuvent être la pire des choses, surtout lorsqu'ils sont clandestins et tirent les ficelles pour imposer leurs conclusions comme dans le cas du PACS. Cela dit, les groupes de pression font partie de la vie démocratique. C'est en fonction de revendications de toutes sortes que l'on pourra éviter les mauvais compromis. Ainsi il n'y a pas à s'indigner, par exemple, que les Églises interviennent de manière publique dans le débat comme n'importe quel autre groupe. La démocratie n'est pas un système de non-violence, même si elle la recherche. Elle doit cependant avoir le souci de contrôler la police- ce qui se passe dans les commissariats et les prisons par exemple- et de veiller à ce que l'armée soit soumise au pouvoir politique.

Questions : *Comment le christianisme peut-il contribuer à l'insufflation de valeurs dans le débat démocratique ? Si le christianisme est en harmonie avec les valeurs de la démocratie, pourquoi celle-ci n'existe-t-elle pas au sein de l'Église ?*

Paul Valadier : Une démocratie repose sur des systèmes institutionnels mais aussi sur des valeurs qui ne vont pas de soi. Elles sont insufflées par mille et une choses : l'expérience, l'éducation en famille, l'école. Et, dans une société comme la nôtre, les Églises sont un des foyers de propositions de valeurs à travers le catéchisme notamment, les homélies ou les mouvements de jeunesse.

L'harmonie entre valeurs démocratiques et christianisme que j'ai présentée ne relève pas d'une démonstration. Disons qu'il y a des connivences. La preuve à faire reviendrait à ceux qui contestent cette harmonie. En quoi la démocratie n'a-t-elle rien à faire avec les valeurs évangéliques ? La démocratie athénienne était loin d'être universelle. Cette idée ne va pas de soi. D'où vient-elle alors ? Le « germe évangélique » a progressivement transformé les mentalités.

L'Église n'est pas une société politique. Elle est une société de foi, une communauté de salut. Le point important est que l'Église doit être fidèle à elle-même, c'est-à-dire à ce que le Christ veut d'elle. Sur le plan de son organisation, elle doit respecter les principes de la collégialité à tous les niveaux, de la synodalité -l'Esprit est donné en partage à tous, même s'il y a des fonctions et des charismes divers - et de la subsidiarité. Si l'on prend ces trois critères, on voit combien l'Église est loin du compte. Que l'Église soit fidèle à ses

principes constitutifs, et nous aurons intégré bien des éléments de la démocratie. Celle-ci n'est pas un bloc. On pourrait par exemple appliquer dans l'Église le principe du contrôle des pouvoirs : que ceux qui prennent des décisions les justifient, que tout fidèle soit respecté dans ses droits de fidèle et de baptisé. C'est une chose que l'on pourrait aller dire à la Congrégation pour la sainte doctrine de la foi. Lorsqu'un théologien est accusé, il faudrait lui dire de quoi publiquement et qui l'accuse. Cela n'est pas de la démocratie, mais la fidélité de l'Église à elle-même. J'ajouterai que les fidèles que nous sommes sont imprégnés des mœurs démocratiques. Alors il est certain que, quand nous franchissons le porche des églises, nous n'abandonnons pas tout d'un coup notre mentalité démocratique. Pour un sain fonctionnement de l'Église, il faut tenir compte de cette mentalité démocratique dans une certaine mesure qui doit être... grande.